Collège d'autorisation et de contrôle

Avis n°104/2013

Contrôle de la réalisation des obligations de la société anonyme Telenet en tant que distributeur de services de médias audiovisuels par câble pour l'exercice 2012

1. Introduction

En exécution de l'article 136 du décret sur les services de médias audiovisuels, le Conseil supérieur de l'audiovisuel rend un avis sur la réalisation des obligations de Telenet au cours de l'exercice 2012, en fondant son examen sur le rapport et les compléments d'informations transmis par le distributeur de services.

Telenet est déclarée depuis le 11 octobre 2006 en tant que distributeur de services de radiodiffusion par câble.

Le présent avis porte sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

2. Inventaire des obligations du distributeur

- **Identification du prestataire, dont la transparence de ses structures de propriété et de contrôle (articles 6, §§ 2 à 4, et 77 § 2, 1° du décret)**

L'ensemble des informations requises ont été transmises par le distributeur. Les données sont versées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

- **Offre de services (articles 77 § 2, 2° et 5°)**

Telenet a transmis les données requises concernant la composition de son offre ainsi que les modalités de sa commercialisation. Ces informations sont versées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

Le distributeur n'a toutefois pas transmis le tableau identifiant, pour chaque service distribué, les accords de distribution nécessaires conclus avec les auteurs et autres ayants droit concernés, ou leurs sociétés de gestion collective.

- **Péréquation tarifaire (article 78 du décret)**

Les informations demandées ont été communiquées par le distributeur de services. Les pièces sont intégrées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

Les tarifs communiqués ne correspondent toutefois pas à ceux publiés sur le site de Telenet, qui renseigne erronément des montants supérieurs en raison de la comptabilisation des frais de

« promotion audiovisuelle » de 4,65 € par mois¹, alors que cette contribution à la production d'œuvres audiovisuelles et au financement des télévisions locales (voy. ci-dessous) s'élevait en 2012 à 4,66 € par abonné et par an.

- **Obligation de distribution (article 82 et 83)**

Les informations demandées ont été communiquées par le distributeur. Il apparaît que le service télévisuel de la BRF, bénéficiant d'une obligation de distribution, n'est pas distribué dans la zone de couverture de Telenet en région de langue française (ni en mode analogique, ni en mode numérique).

Pour rappel, le Collège avait, dans son avis du 22 novembre 2012², autorisé Telenet à exécuter cette obligation en mode numérique exclusivement³. Cette exception, soumise à réévaluation régulière, tenait compte de l'état actuel de l'évolution vers le numérique et en particulier (i) des problèmes de capacités que rencontre le distributeur dans la composition de son offre analogique, (ii) du nombre limité d'abonnés concernés par cette diffusion dans la zone de couverture TELENET, (iii) de la durée limitée des émissions de la BRF, (iv) de la volonté émise par ce distributeur de promouvoir l'émergence de services innovants sur le numérique, (v) de la tendance des consommateurs à s'orienter vers le choix d'offres *multiplay* et numériques, et (vi) du risque de pénaliser les abonnés par la suppression de chaînes davantage demandées par les consommateurs dans les zones où la BRF n'est pas encore distribuée.

Au vu du maintien de la situation justifiant cette exception, le Collège accepte de prolonger cette exception et invite dès lors Telenet à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'être en mesure de distribuer le service télévisuel de la BRF en mode numérique dans les meilleurs délais pourvu et à condition que la BRF confirme son intérêt pour la distribution de son signal.

- **Promotion de la diversité culturelle et linguistique (articles 80, § 1^{er}, et 81, § 1^{er}, du décret)**

Le distributeur a opté pour une contribution annuelle à la production d'œuvres audiovisuelles (article 80 du décret) sous la forme d'un versement au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel et sur base du nombre d'utilisateurs.

Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel confirme les versements effectués pour l'exercice 2012, calculés sur base du nombre d'abonnés au 30 septembre 2011, pour un montant total de 6607,88 €.

Il a en outre déclaré le nombre d'abonnés au 30 septembre 2012. Les données sont versées au dossier administratif constitué et mis à jour par le CSA.

¹ <http://telenet.be/nl/tarieven/televisie?filter=7780%20Comines-Warneton>

² [Avis n°127/2012](#), Suivi du contrôle de la réalisation des obligations de la société anonyme Telenet (déclarée en tant que distributeur de services de radiodiffusion par câble) pour l'exercice 2011.

³ Aux termes de l'article 83,5° du décret SMA, les distributeurs soumis à l'obligation must-carry doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité au moins un service de la Communauté germanophone. Et conformément à l'[avis du Collège n°122/2012](#), l'obligation de distribution obligatoire des services télévisuels de la BRF, minimalement un, doit en principe être exécutée principalement en analogique, avec une extension possible au mode numérique dès lors que cette technologie représenterait plus de 50 % des abonnés dans la zone de couverture de chaque distributeur.

Concernant la mise en œuvre de l'article 81, les informations demandées ont été communiquées par le distributeur de services. Les pièces sont versées au dossier administratif constitué et mis à jour par le CSA.

- **Présentation comptable (article 79 du décret)**

Eu égard au principe de proportionnalité et dans la mesure où l'activité de Telenet en territoire de langue française se limite à la seule commune de Comines, le distributeur n'est pas soumis à l'obligation prévue à l'article 79 du décret.

- **Ressources et services associés (articles 126 à 129, 130 et 132 du décret)**

Toutes les informations demandées ont été transmises par le distributeur. Les données sont versées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

- **Dispositif de protection des mineurs (arrêté du Gouvernement de la FWB du 21 février 2013)**

A la demande du Collège, un état des lieux du dispositif en place a été transmis par le distributeur compte tenu du fait qu'un examen formel de conformité ne sera effectué qu'à l'occasion du contrôle de l'exercice 2013.

3. Avis du Collège d'autorisation et de contrôle

Le Collège est d'avis que Telenet a respecté ses obligations en matière de transparence, de promotion de la diversité culturelle et linguistique, ainsi que de péréquation tarifaire.

Le distributeur est toutefois invité dans les plus brefs délais à apporter les corrections utiles à son site internet qui indique des tarifs erronés pour les offres de télédistribution dans la commune de Comines-Warneton.

Concernant l'offre de services, le Collège enjoint Telenet de lui transmettre dans les plus brefs délais et au plus tard pour le 30 octobre 2013 le tableau récapitulatif des conventions mis à jour et complété conformément au modèle que les services du CSA lui ont adressé.

S'agissant des services bénéficiant d'une obligation de distribution obligatoire et compte tenu des éléments énumérés supra, le Collège autorise Telenet, de manière exceptionnelle et temporaire jusqu'à réévaluation de la situation lors du prochain contrôle annuel, à distribuer les services télévisuels de la BRF, minimalement un, en numérique exclusivement, pourvu et à condition que l'éditeur confirme son intérêt pour la distribution de son signal par Telenet.

Fait à Bruxelles, le 26 septembre 2013.